La foule devant ce qu’il reste de l’hôtel de ville, le 16 mai 1972

Dans la nuit du 1er au 2 avril 1971, des éléments de la gendarmerie et des miliciens du Parti social démocrate (PSD), parti du président Philibert Tsiranana au pouvoir, avaient réprimé atrocement le mouvement des peuples de l’extrême sud de la Grande île qui criaient famine. Ces milliers de damnés de la terre étaient sous la houlette du parti MONIMA (*«Madagasikara otronin’ny Malagasy»*
ou Madagascar dirigé par les Malgaches) de Monja Jaona. Bilan: 2.000 morts, 5.000 prisonniers, des villages entiers rasés et des militants du parti arrêtés à Antananarivo. Or, à la même époque, entre mars et avril 1971, les étudiants de l’université étaient aussi en grève dans l’enceinte de l’université. Ils ne sont plus d’accord pour que les examens soient régis par des décrets du gouvernement français. Il faut se rappeler que l’application de ces décrets fait suite aux accords de coopération culturelle faisant de l’enseignement à Madagascar une partie intégrante de l’enseignement en France. En septembre 1971, André Resampa, -ministre de l’Intérieur et secrétaire général du PSD, considéré comme le dauphin du président Tsiranana, est arrêté au sortir d’un conseil de gouvernement. Ce sera l’amorce d’une véritable chasse aux sorcières au sein de ce parti. Des dizaines de resampistes sont arrêtés. Comme si çà ne suffisait pas, d’autres arrestations suivent, en septembre et octobre. Mais cette fois-ci pour cause de « complot ». Il s’agit d’intellectuels d’Antananarivo dont plusieurs chefs d’associations catholiques… Enfin, sur cette même lancée d’irréalisme socio-politique, le président Tsiranana magnifie littéralement l’alliance de la Grande île avec le régime d’apartheid de l’Union sud-africaine de Vorster pour
« lui montrer que les Noirs étaient très bien capables de se gouverner eux-mêmes »
! Puis, c’est le grand calme avant la tempête.

Le Président Philibert Tsiranana

Le 30 janvier 1972, M. Tsiranana est réélu avec près de 98% des voix… En cette année1972, la population totale de Madagascar est de 7.900.000 habitants dont 360.000 concentrés à Antananarivo, dont 100.000 étrangers (3.000 indo-pakistanais et chinois, 43.500 comoriens de nationalité française et 31.000 français dont 20.000 résidant dans la capitale). A cette époque de la centralisation à outrance, la seule université de Madagascar, baptisée *«Charles de Gaulle»* , sise à Ankatso, compte 5.000 étudiants. Durant le calme citée plus haut, cependant, les déçus de ce pouvoir, dont l'organe de presse était le journal
« Ny Andry »
ou Pilier, avaient commencé à distiller des questionnements sur le faits s'étant produit durant le second semestre de 1971. La politique
«à géométrie variable»
de l'AKFM (
«Antokon'ny kongresin'ny fahaleovantenan'i Madagasikara»
) ou Parti du congrès de l'indépendance de Madagascar du pasteur Richard Andriamanjato, opposant de première heure, mais qui s'acoquine avec le PSD, est aussi vertement dénoncé par
« Ny Andry »
.

Vers mi-janvier, les quelque 200 étudiants de l'école de médecine de Befelatànana se mettent grève. Ils revendiquent de meilleures conditions d'internat, une meilleure qualité de la nourriture, une hausse de leur bourse et que le système d'enseignement puisse leur permettre d'accéder à la filière supérieure, n'étant que bacheliers et parce que cette école, à l'époque, ne formait que des médecins auxiliaires.
Mais le pouvoir, trop euphorisé par sa fraîche victoire électorale, ignore totalement le mouvement. Face à ce mépris, cette grève va faire tâche d'huile et sortir du cadre de l'école de médecine. Des tracts commencent à être distribués dans les écoles et à l'université.

Revenu de sa surprise, le pouvoir fait fermer l'école de médecine, mettant à la rue une majorité de Malgaches des côtes qui seront hébergés par des familles d'Antananarivo. Cette gaffe va mettre en scène les dirigeants d'associations dont celle des médecins formés dans cette école, le syndicat des professeurs de l'enseignement supérieur, l'association syndicale des étudiants et surtout l'association des étudiants de médecine et de pharmacie ou AEMEP. La démarche de médiation de l'AKFM entre grévistes et pouvoir est étouffée dans l'œuf à cause de la position ambiguë de ce parti girouette. Le samedi 22 avril, l'AEMEP est dissoute. Mais il est déjà trop tard. Le mardi 25 avril, élèves, lycéens et étudiants se regroupent au jardin d'Ambohijavoto pour descendre ensemble vers l'Avenue de l'Indépendance. Face à cela, le ministre de l'Éducation nationale, Laurent Botokeky, décide de rencontrer leurs porte-parole, deux délégués par établissement en grève, le mercredi 26 avril, au stade d'Alarobia. Ce seront près de 30.000 jeunes qui déferleront vers ce stade, avec des banderoles ne prêtant pas à équivoque: condamnation de la dissolution de l'AEMEP, suppression des accords de coopération, départ de coopérants français…Je me souviens parfaitement de cette *« rencontre »* des plus viles et basses que j'ai jamais vécu de ma vie. La majorité de nous était en tenue très *« hippy »*, moi en sous-vêtement orange et en jeans velours pattes d'éléphant crème. Face à nous, très bien protégés par des éléments armés jusqu'aux dents, un ministre complet-cravate très européen entouré d'une poigne de membres du PSD revêtus avec de costumes traditionnels des provinces malgaches. Aïe aïe aïe, la politique de Gallieni personnifiée! Et le ministre va s'y engouffrer encore plus:
«Retournez dans les écoles ! Vous êtes des privilégiés par rapport aux paysans et aux côtiers!». Nous, on a sifflé, crié et fait entendre les premiers *«malagasy protest songs»*. Puis un de nos porte-parole s'est adressé au ministre, malgré les gardes armés:
«Puisque vous ne songez même pas à considérer nos revendications, la grève continuera! ».

Me Willy Razafinjatovo, de nos jours

Ce dialogue de sourds sera le début de la fin du régime PSD. Tous ceux qui sont scolarisés cesseront d'aller dans un établissement scolaire pour rejoindre le campus d'Ankatso, véritable Q.G. du mouvement. Cela durera trois semaines, avec les premiers concerts au stade où le groupe Mahaleo émergera du lot. Sans oublier les ***«Oh là là»*** d'un certain étudiant en droit, animateur des premiers jours, qui deviendra Maître Willy Olala, de son vrai nom William Razafinjatovo. Aucun parent ne pouvait empêcher leurs enfants d'y aller

« pour la bonne cause »
. Quelle était la structure ? Le mouvement était dirigé par un Conseil permanent composé de deux délégués élus par établissement scolaire, aidés par un comité de grève d'une dizaine de membres. Ceux qui avaient des idées proches de l'opposition politique (AKFM et compagnie) n'avaient plus droit à la parole. Toujours exit la politique politicienne à ce moment-là.

Exemple du déroulement d'une journée-type: le matin, on se groupait par établissement dans des commissions pour se pencher sur le système scolaire du moment et élaborer des propositions ; l'après-midi tout le monde se retrouvait au stade du campus.

Les directives étaient données, on écoutait les infos de la radio et des journaux ; on les commentait ; des groupes de jeunes chanteurs agrémentaient cette véritable messe. C'est en soirée que le comité permanent, qui comptait quelque 400 membres, siégeait.

Modeste Randrianarisoa, 18 ans, tué le 03 mai 1972 à Ambalavao

Il existait aussi le collectif d'animation et de propagande chargé de mettre, sous forme de tracts, les idées qui étaient relayées par *« Ny Andry »*, pour les diffuser hors du campus, couvert par la franchise universitaire. C'est-à-dire que les éléments des forces de l'ordre n'avaient aucun droit légal d'y pénétrer. Combien étions-nous à ne plus rentrer chez nous ? C'était la belle vie et la liberté quasi-totale !
Peace and Love
plus la vague et la vogue des chansons à texte bien malgaches. Les gens de la ville apportaient leur contribution au mouvement. Tout ce qui venait des politiciens étaient systématiquement refusé. A ce stade des choses, l'objectif réel était l'organisation d'une sorte de forum national où tous les scolaires de la Nation élaboreraient un système d'enseignement qui ne serait plus calqué par un gouvernement considéré comme à la botte de la France, pays colonisateur. Aucun dialogue n'était envisagé et ne serait possible hors de cet objectif. Que pouvait faire le pouvoir ? Arrêter des centaines de jeunes ? Car tous étaient meneurs grâce au système tournant des délégués. Dans cette guerre des nerfs, le pouvoir qui espérait un relâchement, une lassitude jamais venus, en fut pour ses frais. Ce qui précipita les choses tient son origine de la ville d'Ambositra. Il faut dire que tout le système scolaire de Madagascar commençait à se paralyser. L'impact des poèmes et des chansons à texte limpides y était pour quelque chose.

Le 3 mai, alors qu'ils défilent dans les rues de cette ville de la province de Fianarantsoa, des écoliers sont brutalement dispersés par les FRS (Forces républicaines de sécurité calquées sur les CRS en France). Bilan: il y aurait eu deux morts. Informés de cela, les scolaires de la capitale décident de redescendre dans les rues. Ce sera le samedi 7 mai et on sera 40.000, de 9h à 15h ce jour là, à sillonner les artères d'Antananarivo. Malgré les piètres dénégations de Monsieur le ministre hué par ses propres pairs du PSD, en public, l'annonce de la mort du jeune Modeste Randrianarisoa est officielle. Et encore une très grave erreur du pouvoir : interdiction aux parents de ramener le corps de Modeste à Ambatolampy, dans son tombeau ancestral d'Antsirabe! Vraiment, ces Malgaches au pouvoir sont-ils devenus *« vazaha »* au point de bafouer les us et coutumes ancestrales ? Ils ne sont plus dignes de nous diriger. Et le mouvement prend une tournure autre. Le 10 mai, des tracts invitent tous les travailleurs -hors AKFM et pro-gouvernementaux- à se réunir avec les scolaires, le samedi 13 mai à 14 heures au campus. Finalement, c'est l'Avenue de l'Indépendance qui sera choisie par le comité permanent, pour prouver que le mouvement sortait du cadre scolaire uniquement. Pas plus.

Voiture des pompiers, incendiée à proximité de l'hôtel de ville

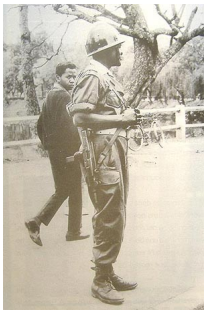
La réaction du gouvernement sera imprévisible. Dans la nuit du 12 au 13 mai, des gendarmes et des FRS envahissent le campus et procèdent à l'arrestation des 400 personnes considérées comme les meneurs. Avec d'autres personnes *« adultes »*, tout ce monde sera emmené à l'aéroport d'Arivonimamo, direction le bagne de Nosy Lava. Personnellement je n'y étais pas parce que je m'étais caché chez des copains, comme ma sœur. Notre maman, cette nuit-là avait fait le tour de tous les hôpitaux de la ville à notre recherche. Pauvre maman qui en est tombée malade. Très tôt le matin du fatidique samedi 13 mai 1972, le ministre de l'Intérieur –tiens j'ai oublié son nom- annonce à la radio, il n'y avait pas encore de télé, que les meneurs avaient tous été arrêtés, qu'ils étaient à Nosy Lava
«pour payer leur crime»
, que la grève était finie et que les écoles rouvriraient le lundi 15 mai. Cause toujours ! Ce samedi-là, ma sœur est moi, nous sommes finalement rentrés vers 7h du matin. Nos parents nous avaient formellement interdit de ressortir. En ce temps-là, nous habitions près du garage provincial à Isotry, en face de l'actuel marché aux bois, dans un appartement jouxtant l' « Akan'ny Provinsa », lieu de rencontre de Manandafy Rakotonirina et son futur parti MFM. Vers 10h, on entend des coups de tonnerre… On se regarde et on se décide que rien ne pourrait nous empêcher d'aller épauler nos copains. Arrivés à la gare, au milieu des
« Avoay ny namanay ! »
(faites sortir nos copains!), on s'est perdu de vue. Moi, j'ai contourné vers Soarano et j'ai débouché sur le magasin à fleurs, à droite de l'hôtel de ville. Aïe aïe aïe ! C'était noir de monde et de fumée de gaz lacrymogène. Ma parole, c'est toute la ville qui était là ! Et le drame arriva :

vers les 11h, se sentant encerclés, les FRS en minorité, dont le fils du rugbyman Ravolomaso -celui qui sera soupçonné d'attenter à la vie du premier ministre Sylla-, se mirent consciencieusement à tirer sur la foule à balles réelles! Horreur! Deux de mes copains se font déchiqueter devant mes yeux, moi, j'ai été sauvé grâce à un pilier d'une arcade. Comme tout le monde, je panique et remonte l'avenue vers le restaurant
« Le Glacier »
où sont parqués des gendarmes armés comme à la guerre mais qui ne bougent pas d'un pouce. Heureusement… Je me retourne et voilà que les FRS sont submergés et essaient de s'enfuir. C'est le lynchage.

Personnellement, j'ai gravi les escaliers menant vers Ambondrona en exhortant tous les gens que je connaissais à ne pas descendre là-bas car il y a des morts. Quelques temps après une fumée noire monte au ciel. C'est vraiment l'hôtel de ville où siégeait le maire Richard Andriamanjato, fondateur de l'AKFM, qui brûle ! Lentement, je redescends. Les gendarmes n'ont toujours pas bougé et s'apprêtent même à vider les lieux. Et où sont passé les FRS? Je vais aux nouvelles. Ils se sont tous enfuis, laissant quelques morts. Certains s'étant réfugié dans le bel hôtel de ville, la foule y ont mis le feu, avec leurs véhicules en prime. Les pompiers n'ont rien pu faire car leur camion-citerne a aussi été incendié.

Mais cette journée n'est pas terminée. Les gens vont se diviser en groupe à la recherche de ces FRS tueurs. Le premier se dirigea au ministère de l'Intérieur qui était à Antaninarenina. Le second, où je me trouvais, vers la maison de la radio. Dans le but d'alerter les provinces de ce qui se passait. Mais face au barrage infranchissable, on s'est replié vers l'avenue puis derrière les pavillons. En passant, le desk du quotidien « *Courrier de Madagascar »* -fondé en 1962 et contrôlé par l'ambassade de France- est mis à feu… Toujours à la recherche de FRS, on ne voit pas le temps passer. Tous quartiers sont passés au peigne fin, même les bus. Aux informations de 19h, le président Tsiranana sort une bêtise :
« tsy maintsy miverina amin'ny laoniny ny fiainana na ho atao tsak, tsak, zato arivo aza !... »
. Ce qui signifie: l'ordre sera maintenu même au prix de centaine de morts. Puis le couvre-feu est annoncé. Mais quel couvre-feu? Il y avait des gens partout dans la rue jusqu'au petit matin. Bilan de ces journées : une quarantaine de tués… Dès le lundi 15 mai, la grève devient générale. Près de 100.000 personnes partent de l'Avenue, où fume encore l'hôtel de ville, pour se rendre au Palais présidentiel d'Andafiavaratra. La foule est stoppée par un imposant bataillon armé juste devant le palais.

Le général Gilles Andriamahazo sort, pour déclarer que le président est prêt à recevoir les délégués. *« Ils sont à Nosy Lava !»*, crient la foule à l'unisson. Situation tragi-comique. Ce sont des gens d'église qui iront négocier la libération des déportés du 12 mai. Leur retour est prévu à 13h30, sur l'Avenue. Tout le monde redescend donc. Un podium est dressé, en attendant, qui marquera le début de tous les « 13-mai » suivants. A 20h, toujours rien. Le général Andriamahazo monte sur le podium pour calmer les esprits. Enfin, vers 23h, çà bouge. Mais seulement 12 déportés sont revenus… Tout le monde rentre déçu mais rendez-vous est pris le lendemain. Finalement, ce mardi 16 mai 1972, peu après 18h, tous les déportés montent tour à tour sur le podium. Puis, une messe est donnée en mémoire aux victimes des jours précédents. Mais la lutte est loin d'être finie et commence à se politiser. Puisque les FRS ont disparu et que le pouvoir ne l'interdit pas, les scolaires vont se retrouver sur cette place pour écouter des discours aux antipodes de leurs revendications originelles. Parmi les orateurs, le jeune Manandafy Rakotonirina et son parti MFM (*« Mitolona ho an'ny Fanjakan'ny madinika »*) qui va carrément réclamer la destitution du président Tsiranana ainsi que la malgachisation de l'enseignement. Peu à peu, le mouvement estudiantin va être littéralement englouti par des revendications purement politique. Un comité central de grève des travailleurs est mis en place.



Un FRS aux alentours du lac Anosy, près de la maison de la radio

Je passerai sur les détails mais le jeudi 18 mai 1972, après l'annonce du président Tsiranana disant qu'il donnait les pleins pouvoir au général Gabriel Ramanantsoa, celui-ci se rendit sur la désormais Place du 13-mai et monta sur le podium, entouré d'autres officiers supérieurs. Tout le monde l'acclama et ainsi s'acheva le règne du PSD. Quelles leçons en tirer, lorsque l'on connaît ce qu'a vécu le pays les décennies suivantes jusqu'en ce 13 mai 2007 ? N'en déplaise au jeune éditorialiste de l'Hebdo de Madagascar, qui ne l'a pas vécu, jamais je n'oublierai ce samedi 13 mai 1972. Mes camarades sont-ils morts pour rien ? A priori, vu que jusqu'à présent les tenants du pouvoir sont incorrigibles dans leur façon de diriger le pays, je répondrais par un oui franc. Mais à bien y réfléchir, je dirai non car ils ont eu l'espoir et l'espérance en eux. Ils l'ont emmené dans leur tombe. Ce n'étaient pas des héros mais des jeunes pleins de vie qui voulaient un avenir meilleur. En retour, ils ont reçu des balles pour un monde encore plus meilleur, dit-on (personne n'en est jamais revenu). Rien que pour honorer leur mémoire, la date 13 mai 1972 ne devra jamais tomber dans l'oubli. Quant à la politique politicienne, je ne pleurerai jamais ceux qui en sont morts et qui en mourront encore. Tant pis pour ceux qui

attraperont cette sale maladie. Et c’est pourquoi, ce dimanche 13 mai 2007, à 10h, avec l’autorisation des pouvoirs publics, l’association *«génération 72»*, présidé par Me Willy Olala, va déposer une gerbe de fleurs sur la stèle de cette Place du 13-Mai.

Photo : De gauche à droite: le **Colonel Richard Ratsimandrava**, assassiné le 11 février 1975 -alors qu’il avait reçu les pleins pouvoirs du Général Ramanantsoa, deux jours auparavant- ; le **Général Gilles Andriamahazo**
, futur président du Directoire militaire qui a suivi cet assassinat, le
Général Gabriel Ramanantsoa
(en lunettes noires) qui a reçu les pleins pouvoirs du président Philibert Tsiranana